



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

SEPTEMBRE 2022

Compte rendu CSE Réseau France 3 20 & 21 septembre 2022

La démission silencieuse, c'est le sujet de notre liminaire, à lire [ici](#) !

« La direction du réseau donne en effet le cap, les Directeurs Régionaux pilotent les actions en fonction de leur budget », Philippe Martinetti, le directeur du réseau, ouvre la séance ainsi.

Il l'affirme, « la régionalisation prend forme au quotidien, de nouveaux programmes sont diffusés depuis cette rentrée ».

De nouvelles nominations, dans le Grand-Est et dans les Hauts-de-France, de « personnalités fortement impliquées et faisant preuve d'empathie », permettront d'« accompagner les équipes pour ce développement ». En effet, le Grand Est, qui connaît un intérim à la direction régionale depuis 4 ans maintenant (peut-on encore parler d'un intérim ?), a enfin trouvé son (sa) « pilote » en la personne de Fanny Klipfel ; les Hauts de France seront dirigés par Christophe Poullain, 3^{ème} directeur de la région en 3 ans.

La régionalisation, justement, où en est-on ?

Les sujets ne manquent pas.

Le projet de test de la régie automatisée à Strasbourg avance, le transfert des créneaux des JT nationaux 12/13 et 19/20, avec de grands JT régionaux intégrant l'actu nationale et internationale fabriquées par les journalistes du Siège (TEMPO et ICI midi – ICI soir en région) a été annoncé en juillet, l'arrivée d'Open Média (en remplacement de Lisa, logiciel des conducteurs JT) est imminente, la stratégie du numérique en région est mouvante et évolue, des négociations sur les évolutions des métiers sont annoncées... **II nous faut des infos !**

La direction confirme que **la régie automatisée** (l'AMIS : assistant de mise en image et son) fonctionnera avec moins de personnels que nos régies actuelles, permettant, selon elle, de transférer des techniciens vers le développement des contenus régionaux, numériques et linéaires sous la forme de PAE (prises d'antenne événementielles, sur des cases exceptionnelles ou des créneaux comme le ceux du week-end).

Des PAE, avec un automate ?

Oui, oui, répond la direction, l'automate pourra être utilisé de différentes façons, avec des « workflow » différents selon le produit. Et l'expérimentation strasbourgeoise devra permettre de voir ce qui est faisable, sur quelle production : JT, émissions, PAE...

Sur le numérique, les contenus seront dorénavant signés par leurs auteurs avec une indication de leur fonction : un 1^{er} pas vers la différenciation des contenus (info / autres contenus), que la Cfdt réclame depuis longtemps ?

Autre sujet : **les expérimentations « sauvages » de nouvelles pratiques**. Cet été, des documentalistes en PACA et des chargés d'édition numérique du Grand Est ont enrobé des vidéos tirées des JT pour le web (titraillie et chapeaux accompagnant les vidéos), une activité journalistique. La direction précise que ces personnes ont été formées, et que l'opération est un succès, puisque les vues des vidéos ont augmenté. Nous n'en doutons pas, mais pourquoi confier ces tâches journalistiques à des non-journalistes, qui plus est sans présentation / discussion voire négociation du cadre de cette expérimentation ? « Expérimentation n'est pas le bon terme », rétropédalage de la direction. « C'est un test ».

TEMPO : selon la direction, l'objectif n'est pas de réaliser des économies. L'enjeu est ailleurs : c'est l'organisation du travail qu'il faudra repenser, et les relations entre le national et les régions. Les éventuels redéploiements de salariés du Siège vers les régions dépendent des souhaits de ces salariés qui ne se verront pas imposer de mobilité.

SUIVEZ-NOUS SUR

@cfdt_ftv

/cfdt.ftv

CFDT-FTV.FR



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

SEPTEMBRE 2022

Et le NRCS (Newsroom Computer System) ? Après le déploiement de l'outil Newsboard en région, voici donc la phase 2 qui s'annonce, avec Open Media, un nouveau logiciel pour les conducteurs des JT et émissions déjà utilisé au Siège et par l'antenne de Paris Ile de France. Pour accompagner la mise en place d'Open Media, la direction annonce des formations mais aussi un accompagnement individualisé des utilisateurs en cas de besoin, et des JT à blanc.

Les élus soulignent que l'outil n'est pas encore stabilisé et semble complexe, la direction parle plutôt d'une adaptation aux besoins du réseau, d'une évolution permanente d'un outil « vivant ».

Les élus s'interrogent: le nouvel outil n'est pas développé pour nous et son adaptation aux évolutions des modes de fonctionnement du réseau risque d'être difficile

Un outil qui inquiète les scriptes : la répartition des tâches entre chefs d'édition et scriptes doit être clairement définie, pour éviter les dérives.

Orléans puis Nantes seront les 1ères régies équipées hors région parisienne (deux antennes qui seront suivies par l'expert missionné par le CSE), mais le déploiement d'Open Média est susceptible d'être retardé le temps de la mise en œuvre du projet TEMPO.

Pour avoir toutes les informations nécessaires avant de donner un avis sur le déploiement d'open Media dans le réseau, les élus votent une expertise.

Antibes, ça déménage toujours

L'antenne de Côte d'Azur, historiquement installée à Antibes, va déménager à Nice, dans un nouveau bâtiment financé par FTV mais appartenant à la ville de Nice.

Le montage du dossier a beaucoup été discuté au cours des CSE précédents, le déménagement des salariés et ses impacts sur leur vie aussi, mais la direction tient bon, le déménagement aura lieu. Le CSE sera informé de chaque phase du projet, ainsi que les Représentants de Proximité. Et les salariés, eux, seront associés au projet au travers... d'ateliers, la solution miracle pour dire qu'on donne la parole aux principaux concernés. Encore faudrait-il les écouter ! Forcés à déménager, ils pourront s'exprimer sur la couleur du papier peint. « Co-créez » les espaces de travail...

Petite avancée, la direction, alertée par les élus de la difficulté pour des équipes installées au cœur de Nice d'aller couvrir l'actu dans l'ouest de la région, annonce vouloir **« imaginer une solution inédite », qui ne serait pas une BEX à l'ouest, mais autre chose. Du « travail à distance », tout en précisant qu'il ne s'agit pas de « reporters en résidence »**. Mystérieux, Philippe Martinetti... « on a des pistes », mais il n'en dira pas plus.

Comment ça va, la santé au travail ?

La Commission Santé – Sécurité – Conditions de travail (CSSCT) du CSE, c'est un peu l'empêcheur de tourner en rond du réseau ; elle appuie souvent là où ça fait mal, et les sujets ne manquent pas.

Aviwest : la CSSCT constate un désaccord entre notre conception des mesures de précaution à mettre en place, et celle de la direction. Les élus demandent que l'utilisation de l'Aviwest soit basée sur le volontariat et que la direction rappelle dans le mode d'emploi de l'Aviwest que le boîtier doit être éloigné de 3 ou 5 mètres lors de son utilisation, et que le logo signalant le rayonnement soit apposé sur les sacs de cet outil. La fiche constructeur déconseille l'emploi de l'appareil **en présence** de femmes enceintes, de porteurs d'implants, d'enfants et de personnes âgées. Alors, même si la direction nous dit que l'appareil est aux normes, nous ne pouvons pas ignorer les préconisations du constructeur !

Absentéisme : un vrai sujet dans le réseau, nous sommes à plus de 7% d'absents pour maladie, soit deux points au-dessus de la moyenne nationale. Et nous attendons, depuis plusieurs années maintenant que nous observons le phénomène, que la direction engage une démarche d'analyse pour comprendre ce qui se passe et agir pour réduire

SUIVEZ-NOUS SUR

 @cfdt_ftv

 /cfdt.ftv

CFDT-FTV.FR



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

SEPTEMBRE 2022

les absences dues au travail. La direction veut attaquer le problème localement, avec les représentants de proximité, les RH locaux et les chefs de service.

Pourquoi pas... Encore faut-il que ceux-ci soient outillés et formés pour analyser les chiffres locaux de l'absentéisme, et pour faire le lien avec le travail !

Choix des outils : les élus demandent une vraie participation des utilisateurs quand FTV choisi un nouvel outil. Des sites effectuent des tests, des « experts » sont sollicités... mais nous constatons que les conclusions de ces testeurs et experts ne sont pas toujours suivies ni expliquées au moment de l'achat du nouveau matériel.

Alertes dans le réseau : le CSE a fait le point, avec la CSSCT et la direction, sur les suites données aux alertes à Nantes, à Caen, et à La Fabrique à Bordeaux.

La Fabrique : peut (vraiment) mieux faire ! Si la Cfdt constate que le dialogue est plus facile avec la nouvelle DRH de la Fabrique, il reste tout le passif à éponger. Toutes les actions qui n'ont pas été menées, la réorganisation engagée il y a 5 ans maintenant qui n'est toujours pas stabilisée, les problèmes des personnels, en souffrance, qu'il faut régler. On parle aussi de l'avenir des sites en région, et de leur activité.

- **Bordeaux en souffrance**

Une alerte, et la présence de l'inspectrice du travail bordelaise à ce CSE, pour signifier à la direction que le personnel de La Fabrique à Bordeaux mérite qu'on s'attaque enfin aux problèmes du site.

Le FabLab de Bordeaux devait être un site innovant dans la fiction numérique, créée à la suite de la signature de l'accord de GPEPP de progrès. Hélas, pas de recrutements, pas d'activité à la hauteur de ce qui aurait pu être imaginé...

Mais ce FabLab n'est pas concret, les salariés ont perdu toute perspective, et malgré l'alerte, rien – ou presque – ne bouge, on s'interroge sur l'efficacité des quelques actions engagées.

Pas de commission de suivi des actions de la direction à la suite de l'alerte, et la direction propose de refiler le bébé aux RP de La Fabrique Sud, qui découvrent le sujet.

Et le constat de l'inspectrice du travail de Bordeaux, qui prend la parole, va dans notre sens : rien ne bouge, ou si peu, à Bordeaux... 5 ans pour mettre en place des actions à La Fabrique, c'est tout sauf de la prévention, geler un poste vacant (monteur à Bordeaux) sous prétexte que l'on ne trouve pas de candidats adéquats, cela prouve l'absence de gestion prévisionnelle des emplois.

Le Code du travail prévoit qu'un employeur qui ne résout pas des situations de conditions de travail dégradé se rend coupable d'un harcèlement au travail.

- **Vendargues**

Nous constatons que la direction n'honore pas sa signature de l'accord Vendargues, puisque certaines de ses dispositions ne sont toujours pas appliquées, voire, la direction estime maintenant qu'il faut qu'elle « regarde » comment les appliquer.

Ce n'est pas acceptable, **il ne peut pas y avoir interprétation unilatérale de dispositions pourtant clairement écrites dans un accord** signé par les OSR et la direction ! Interprétations unilatérales, que la direction ne se donne même pas la peine d'expliquer aux syndicats avec qui elle a signé : elle informe les RP Sud, et basta.

A Vendargues, l'activité ne manque pas, avec des tournages en 2022 et d'autres déjà prévus pour 2023 en plus du feuilleton : 2 fictions en 2022, et 100 jours de tournages prévus en 2023.

L'activité est donc prévue... Mais pourquoi les postes de techniciens ne sont-ils pas pourvus, pour travailler sur ces tournages ? La direction a la solution : des équipes marseillaises et rennaises seront « associées » à ces tournages.

SUIVEZ-NOUS SUR

 @cfdt_ftv

 /cfdt.ftv

CFDT-FTV.FR



france.tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

SEPTEMBRE 2022

- Equipes de tournage

Complicé de faire un état des lieux : le rattachement administratif des salariés d'une même équipe peut être différent, les uns étant gérés par le Centre Nord, d'autres sont rattachés à la vidéo mobile, ou encore à La Fabrique Sud. Mais nous constatons aussi que des postes disparaissent dans certains sites – la direction explique que le remplacement d'un poste vacant n'est pas systématique là où il se trouvait, mais sera opéré là où il y a un besoin.

Mais comment La Fabrique en région peut-elle travailler avec si peu d'OPV ? La direction s'appuie pour le moment sur l'intermittence pour pouvoir travailler, à Strasbourg, l'équipe légère est au complet, ailleurs (Marseille, Rennes, Lyon), ces équipes seront reconstituées selon le plan de charge (selon l'activité, donc).

- Encadrement des sites de post-production : le Responsable des activités de Fabrication (RAF)

4 RAF sur 8 ont quitté leur poste, il y a un problème, non ? En réponse à nos interrogations, la direction présente son plan : le poste de RAF va changer – devenir plus « sexy », pour susciter des vocations, pour retenir ceux qui occupent cette fonction sur leur poste... Le RAF va prendre le relais dans son site de l'Animateur Prévention Sécurité (APS) de la Direction des Moyens de Fabrication, celles de coordination des équipes, et d'interlocuteurs des producteurs. Et sera positionné en groupe 9.

- Fonctionnement des instances de proximité La Fabrique Sud et Nord

Communication, parfois tardive, de documents incomplets, comptes rendus et relevés de décision pas toujours communiqués aux RP, pas d'adresse électronique générique pour que ces instances puissent communiquer, des interrogations sur la tenue des réunions des comités salaires, bref, les RP Nord et Sud connaissent des difficultés qui ressemblent parfois... à de l'entrave de la part de la direction.

- Réalisé du plan de charge au 30 juin 2022 et prévisions d'activités au 31 décembre 2022

Pour le moment, les cars de Strasbourg, Toulouse et Rennes sont prévus en sous-activité au dernier trimestre 2022, mais la direction estime que cela changera. Le plan de charge 2023 n'est pas encore connu, mais la demande du réseau augmente, avec la captation d'événements culturels ou sportifs.

Bref, à La Fabrique, le temps passe mais rien ne change, ça va mal. Depuis 5 ans, les salariés fuient La Fabrique, demandent leur mutation ou quittent FTV. Les syndicats passent par des préavis de grève ou des saisines, procédures pour éviter les conflits et grèves, pour que des problèmes simples soient réglés.

SUIVEZ-NOUS SUR

 @cfdt_ftv

 /cfdt.ftv

CFDT-FTV.FR

Prochain CSE, à Paris, les 12 et 13 octobre 2022

Votre représentante syndicale et vos élus Cfdt :

Séverine Dangin (Metz), Yvonne Roehrig (Strasbourg), Olivier Mélinand (Brest),
Nancy Gressier (Lille), Bruno Espalieu (Lille)



[Nos Délégués syndicaux centraux](#)

Vous souhaitez nous poser des questions ?

Contactez-nous au : **01 56 22 88 21**